



Liberté • Égalité • Fraternité

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
N°IC 2004/1127
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 février 1978, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EPIVENT Jean-Yves », relatif à l'exploitation en PORDIC au lieu-dit « La Ville Cado » d'un élevage porcin de 240 pl. d'animaux équivalents (*soit 240 pl. engraissement*) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 février 1982, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « BERRUYER Armel (puis Gilles) », l'autorisant à exploiter en PLESSALA au lieu-dit « Kerete » un élevage porcin de 972 pl. d'animaux équivalents (*soit 151 pl. maternité, 84 pl. post-sevrage, 502 pl. engraissement*) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1991, modifié le 26 mars 1999, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. ROUZAULT » (repris le 21 avril 2005 par « S.C.E.A ABHERVE-GUEGUEN »), l'autorisant à exploiter en COATASCORN au lieu-dit « Ar Ru » un élevage porcin de 1375 pl. d'animaux équivalents (*soit 36 pl. maternité, 119 pl. gestantes-verraterie, 480 pl. post-sevrage, 864 pl. engraissement, 10 pl. quarantaine-infirmierie*) ;

- VU le récépissé de déclaration du 13 février 1995, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « HERVE Lucien (puis Christian) », relatif à l'exploitation en PLEDAN au lieu-dit « Le Clos Donioche » d'un élevage porcin de 423 pl. d'animaux équivalents (*soit 423 pl. engraissement*);
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1997, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « TUFFIN Muriel », relatif à l'exploitation en PAULE au lieu-dit « Kerhouarn » d'un élevage avicole de 11500 animaux équivalents (poules pondeuses);
- VU l'arrêté préfectoral du 18 février 1998, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. CASTEL PIC » (repris le 25 mars 2003 par « **S.C.E.A ABHERVE-GUEGUEN** »), l'autorisant à exploiter en LANGOAT au lieu-dit « Goas An Gac » un élevage porcin de 784 pl. d'animaux équivalents (*soit 784 pl. engraissement*);
- VU l'arrêté préfectoral du 4 mai 1998, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « S.C.E.A. de PENITY », relatif à l'exploitation en BOURBRIAC au lieu-dit « Ty Martin » d'un élevage porcin de 276 pl. d'animaux équivalents (*soit 130 pl. post-sevrage, 250 pl. engraissement*);
- VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2000, modifié le 31 mai 2002, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.E.A ABHERVE-GUEGUEN** », l'autorisant à exploiter en PRAT au lieu-dit « Pen An Allée » un élevage porcin de 3214 pl. d'animaux équivalents (*soit 70 pl. maternité, 272 pl. gestantes-verrerie, 1520 pl. post-sevrage, 1860 pl. engraissement, 24 pl. quarantaine-infirmerie*);
- VU la demande présentée le 7 février 2006 par l'installation classée « **S.C.E.A ABHERVE-GUEGUEN** », sise « Pen An Allée » en PRAT, en vue de la restructuration, avec reprise et désaffectation de sites, d'un élevage porcin autorisé, qui sera exploité sur 2 sites [*« Pen an Allée » en PRAT et BERHET 4399 pl. animaux équivalents – « Ar Ru » en COATASCORN 1366 pl. animaux équivalents*] soit un cheptel global de 6299 pl. animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage et constructions, en PRAT, BERHET et COATASCORN (Section ZH N° 32, A N° 668 et A1 N° 1152);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de BERHET (11 juillet 2006) - BRELIDY (30 juin 2006) - COATASCORN (4 juillet 2006) - LANGOAT (13 juillet 2006) - MANTALLOT (6 juillet 2006) - POMMERIT JAUDY (20 juin 2006) - PRAT (16 juin 2006) - BEGARD (8 juin 2006) - QUEMPERVEN (7 juin 2006) - PLOUEC DU TRIEUX (27 juin 2006) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 mars 2007 ;
- VU le courrier recommandé adressé au pétitionnaire le 6 avril 2007, reçu le 11 avril 2007, lui communiquant le rapport susvisé ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 27 avril 2007 ;
- VU les observations présentées par le pétitionnaire le 27 avril 2007 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du JAUDY ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA ROCHE DERRIEN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produira 49826 UN. 65 UN seront éliminées du fait que 24 truies sont sur paille. Il restera donc à gérer 49761 UN et 29328 UP205 : 45980 UN et 27100 UP205 seront envoyées vers une station de traitement qui permet d'éliminer 70 % de l'azote entrant en tête de station. Après traitement, il restera donc 17575 UN et 29328 UP205, gérées de la façon suivante : 12873 UN et 24389 UP205 seront exportées ; 4702 UN et 4939 UP205 seront réparties sur 50,53 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 93,1 UN/ha ;

CONSIDERANT que la charge de phosphore sera de 97,7 UP205/ha;

CONSIDERANT que la station permet un abattement de 83 % du phosphore ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 1^{er} janvier 2007 avec « COOPERATIVE L.T. » - effectif concerné : - tonnage concerné : 524 T co-produits traitement ;

CONSIDERANT que les élevages repris sont situés en Z.E.S. et avaient fait l'objet de décisions (déclarations ou autorisations) et que les restructurations ont fait l'objet de décisions favorables de la C.D.O.A. (30 novembre 2004 et 11 mars 2005) ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1^{er} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A ABHERVE-GUEGUEN », sise en PRAT au lieu dit « Pen an Allée », à installer et exploiter au lieu-dit « Pen An Allée » en PRAT et BERTHET (sections ZH N° 32, A N° 668), ainsi qu'au lieu-dit « Ar Ru » en COATASCORN (section A1 N° 1152), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande,

A. - un élevage porcin d'une capacité maximale de 6485 pl. animaux équivalents, réparties comme suit :

« Pen an Allee »	« Ar Ru »	Animaux-équivalents (PAE)
97 pl. maternité	0 pl. maternité	soit 291 PAE
476 pl. gestantes-verraterie	0 pl. gestantes-verraterie	soit 1428 PAE
1120 pl. post-sevrage	1080 pl. post-sevrage	soit 440 PAE
3152 pl. engraissement	1150 pl. engraissement	soit 4302 PAE
24 pl. quarantaine infirmerie	0 pl. quarantaine infirmerie	soit 24 PAE
Total : 4869 animaux	Total : 2230 animaux	Total : 6485 pl. animaux-équivalents

B. - une unité de traitement des lisiers comprenant :

- a) une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- d) une séparation du lisier traité par décantation des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- e) une fosse de stockage des boues biologiques ;

f) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 11 640 m³ de lisier (45 980 kg d'azote) sur 12 583 m³ (49 761 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 943 m³ (3 781 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut et de fumier.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

C. - Il est également donné acte à la « S.C.E.A. ABHERVE GUEGUEN » de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à cette adresse une *fabrique d'engrais et de supports de culture* à partir de matière organique dont la capacité maximale de production est de 1 397 m³ par an (compost de lisier de porcs).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1 : Effectifs

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser, sur le site de PRAT et BERHET au lieu-dit « Pen an Allée » : 531 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 3152 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1120 porcelets sevrés de moins de 30 kg et, sur le site de COATASCORN au lieu-dit « Ar Ru » : 1150 porcs charcutiers et 1080 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 519 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase déjà mise en place sera conservée.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- f) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- g) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :*

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	11640 m ³	31,9 m ³
N Global	45980 kg	126 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - *Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :*

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1397 m ³	3,8 m ³
N Global	12874 kg	35,2 kg

Boues biologiques (entièrement recyclées en tête de station vers séparation de phase)	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1746 m ³	4,8 m ³
N Global		

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	7915 m ³	21,6 m ³
N Global	920 kg	2,5 kg

3.7. - *Auto-surveillance : suivi*

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;

d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de "mise en charge"*), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. – *Auto-surveillance : bilan matière*

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. – *Assistance technique* :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. – *Validation de l'auto-surveillance* :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;

b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....*),

c) vérifier la "traçabilité de l'azote" (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 4482 m3.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 796 m2

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 900 m3.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 5000 m3.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 1 598 m3 devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,

b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),

c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

4.10. - Sur les terres du plan d'épandage, il ne sera pas épandu d'engrais minéral contenant du phosphore.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service sera adaptée à l'accroissement de production de lisier simultanément à la construction et à la mise en service des nouvelles places de porcs.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE (2170)

6.1. *Aménagement et fonctionnement des installations :*

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (compost de lisier de porcs) est réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- a) une aire couverte de compostage actif et une aire de maturation et de stockage du compost de 796 m² offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- b) une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Le lisier sera composté conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir : 1 397 m³ de résidus organiques (12 874 kg d'azote) produits annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) l'aire de compostage sera couverte,
- b) un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- c) le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - *Conformité des produits :*

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 44051 - Compost végétal).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

6.3 - *Destination des produits :*

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - *Traçabilité des produits :*

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site ;
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) Nature ;
- d) Nom du transporteur ;
- e) Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) Les informations définies ci-dessus ;
- b) Les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) Un état des stocks au 31 décembre.

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus seront réalisés simultanément à la mise en service des nouvelles places.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 7 - RESORPTION

- Biphase : 9592 UN
- Prélèvement 20 % restructuration: 4476 UN
- Éliminé station : 32251 UN
- Transfert hors ZES : 12874 UN
- Azote non transférable : 6170 UN (hors ZES).

ARTICLE 8

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 9 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives des mairies de PRAT (ainsi que BERHET et COATASCORN) pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PRAT (ainsi que BERHET et COATASCORN) pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 -

Les décisions préfectorales susvisées du 23 février 1978, du 8 février 1982, 3 décembre 1991 et du 26 mars 1999, du 13 février 1995, du 1^{er} août 1997, du 18 février 1998, du 4 mai 1998, du 7 août 2000, du 31 mai 2002 et du 16 août 2004 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 12 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de LANNION, les Maire de PRAT, BERHET et COATASCORN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de RUNAN - BRELIDY - LANGOAT - MANTALLOT - POMMERIT JAUDY - BEGARD - QUEMPERVEN - PLOUEC DU TRIEUX - PAULE - PORDIC - PLESSALA - PLEDHAN - BOURBRIAC.

- 4 JUIN 2007

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT